

# **L'Indonésie et le conflit en mer de Chine méridionale**



**Commandant DEHAAN Yosep Frits**

**Sous la direction de  
Pierre Journoud  
Professeur à l'université Montpellier III**

## Contenu

INTRODUCTION .....	3
La perception indonésienne du contentieux territorial .....	6
1. Un contentieux de dimension internationale. ....	6
2. Un contentieux de dimension régionale .....	7
L'Indonésie et la résolution de ces contentieux.....	10
1. Au niveau bilatéral.....	11
2. Au niveau de l'ASEAN. ....	11
Conséquences pour les Forces Armées.....	13
1. Adaptation de la posture de défense.....	13
2. Adaptation de l'outil de défense.....	14
CONCLUSION .....	17
Annexe 1.....	18
Carte de la mer de Chine méridionale .....	18
Annexe 2.....	19
Acronymes.....	19
Annexe 3.....	20
Bibliographie.....	20

## INTRODUCTION

La mer de Chine méridionale (voir carte en annexe 1) est une mer semi-fermée, reliée à l'océan Indien par des détroits : au sud-ouest par le détroit de Malacca formé par la péninsule malaise et l'île de Sumatra ; au sud avec la mer de Java par le détroit de Karimata, et au sud-est par les détroits de la Sonde et de Lombok. Elle rejoint l'océan Pacifique à l'est en passant par les eaux archipélagiques des Philippines et au nord par le détroit de Taiwan.

La mer de Chine méridionale a une superficie de 3 447 000 kilomètres carrés, une longueur de 3 520 kilomètres, une largeur de 1 200 kilomètres et sa profondeur moyenne est de 1 140 mètres. Lieu de passage quasi obligé des flottes marchandes, quels que soient leurs pavillons, entre l'Asie orientale, d'une part, l'océan Indien, le Moyen-Orient et l'Europe d'autre part, la mer de Chine méridionale est l'espace marin le plus fréquenté au monde en termes de tonnage, si on additionne les échanges intrazone et extrazone.

La mer de Chine méridionale est un carrefour de routes commerciales d'une importance capitale car elle est la route la plus courte entre le Pacifique Nord et l'océan Indien. Tout d'abord, en ce qui concerne l'approvisionnement énergétique, on constate que :

- par le détroit de Malacca passe 6 fois plus de pétrole que par le canal de Suez, soit 17 fois plus que par le canal de Panama ;
- par la mer de Chine méridionale où passent les 2/3 de l'approvisionnement énergétique de la Corée du Sud, 60 % de l'approvisionnement énergétique du Japon et de Taïwan et 80 % des importations chinoises en brut, ce qui fait plus de la moitié des importations énergétiques d'Asie du Nord-Est.<sup>1</sup> La voie d'eau de la mer de Chine du Sud constitue donc pour Beijing une énorme fenêtre de vulnérabilité.

Les avantages et l'attractivité de la mer de Chine du Sud ont conduit à l'escalade des tensions dans la région, dont sont partie prenante le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Brunei et l'Indonésie. La mer de Chine méridionale s'est avérée être une voie stratégique qui relie l'océan Indien à l'océan Pacifique, ainsi qu'une passerelle essentielle pour le commerce en Asie de l'Est. Au moins 85% des importations énergétiques de la Chine et de l'offre de

---

<sup>1</sup> Laurent GARNIER Enseigne de Vaisseau 2<sup>e</sup> classe, [cesm.etudes@marine.defense.gouv.fr](mailto:cesm.etudes@marine.defense.gouv.fr)

pétrole vers le Japon et la Corée transitent dans ces eaux et 55% des produits indiens négociés avec l'Asie Pacifique (Chine, Japon, Corée et États-Unis) passent par la mer de Chine du Sud. Un autre potentiel détenu par la mer de Chine du Sud est son vaste écosystème marin et sous-marin, avec la plus grande biodiversité au monde, et une richesse halieutique importante tant pour une consommation domestique qu'à l'exportation.

Cette mer fait donc l'objet de contentieux territoriaux majeurs entre la Chine et le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, le Brunei et de contentieux à droits souverains avec l'Indonésie. Il est indéniable que derrière les prétentions chinoises se cache un souci de sécurité nationale avant même de quelconques appétits économiques liés à l'exploitation des richesses de la mer. Mais, il reste qu'il ne peut en aucun cas être reconnu à la Chine le droit de s'emparer d'une mer internationale pour construire une partie de sa stratégie de défense.

Dans sa volonté de contrôler cette mer, Pékin fait feu de tout bois : utilisation de pêcheurs formés pour espionner et servir de milice<sup>2</sup> ; de marins chargés d'explorer le territoire contesté et de recueillir des informations essentielles ; exploration gazière et pétrolière ; augmentation de surface de certains récifs pour en faire des bases militaires ; contestations et pressions diplomatiques, non reconnaissance de droits internationaux, etc.<sup>3</sup>

Mais les réclamations dans cette zone proviennent aussi de plusieurs pays voisins et membres de l'ASEAN, Association au sein de laquelle l'Indonésie joue un rôle premier du fait de sa position géographique et de sa démographie, du fait qu'elle a contribué à sa fondation et que son siège se trouve à Jakarta. Alors, face à ces nombreux défis, quelle posture peut adopter l'Indonésie et quelles en sont les conséquences pour les forces armées indonésiennes ?

Dans ce court mémoire, nous nous pencherons sur la perception indonésienne du contentieux, puis sur les moyens développés pour empêcher qu'il ne dégénère en conflit et enfin sur les conséquences sur les forces armées indonésiennes.

---

<sup>2</sup> Kompas.com : *Beijing Pakai Nelayan Jadi Mata-mata di Laut China Selatan* [Pékin Utilisez pêcheurs Donc espions dans la mer de Chine méridionale]: mardi 3 mai 2016

<sup>3</sup> Thibault LEROY : Les pêcheurs en mer de Chine méridionale, en première ligne dans les conflits de souveraineté : doctorant à l'Université Paris I et chargé de recherches au CESM, 09/04/2013

\*

\*

\*

## CHAPITRE 1

### La perception indonésienne du contentieux territorial

L'absence de clarification de souveraineté sur des ensembles d'îles et îlots (Paracel, Spratly, les récifs Scarborough, Natuna, etc.) et les délimitations maritimes sont au cœur de litiges opposant les Etats bordant cette mer (Chine, Taiwan, Vietnam, Malaisie, Brunei, Philippines, Indonésie). Les blocages politiques dans les règlements des différends sont aussi juridiques et liés aux limites des traités internationaux. Toute la difficulté est de trouver des critères et des normes juridiques fixant un cadre pour la résolution politique de ces disputes.

#### 1. Un contentieux de dimension internationale.

Depuis les années 1970, la Chine se montre de plus en plus agressive dans ce qu'elle estime être ses droits souverains en mer de Chine du Sud. Elle fonde ses prétentions sur des revendications territoriales qui la mettent en opposition à plusieurs pays de la région, Vietnam, Philippines, Malaisie, Brunei et Indonésie. Par le biais d'interprétations erronées de la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer (CNUDM)<sup>4</sup>, la Chine procède à une succession d'actes offensifs dont l'objectif vise, à terme, à faire de la mer de Chine du Sud une mer territoriale.

Un tournant apparaît en 2009, année où la Chine revendique aux Nations unies la souveraineté sur le plateau continental, les îles et îlots, les fonds marins et le sous-sol, selon une ligne en neuf traits (*langue de bœuf*). La carte sur laquelle elle se fonde où figure des symboles (traits) non reconnus par le Bureau international hydrographique, et la justification historique qu'elle invoque, ne constituent pas des titres juridiques.

Depuis mai 2014, une recrudescence des incidents dans la zone se produit : construction d'une plateforme pétrolière (Hai Yang Shi You 981) dans ce que le Vietnam considère comme sa zone économique exclusive (ZEE) en mai 2014 ; pose de bornes frontalières, installation d'une base aéronavale (1988), construction de deux autres bases

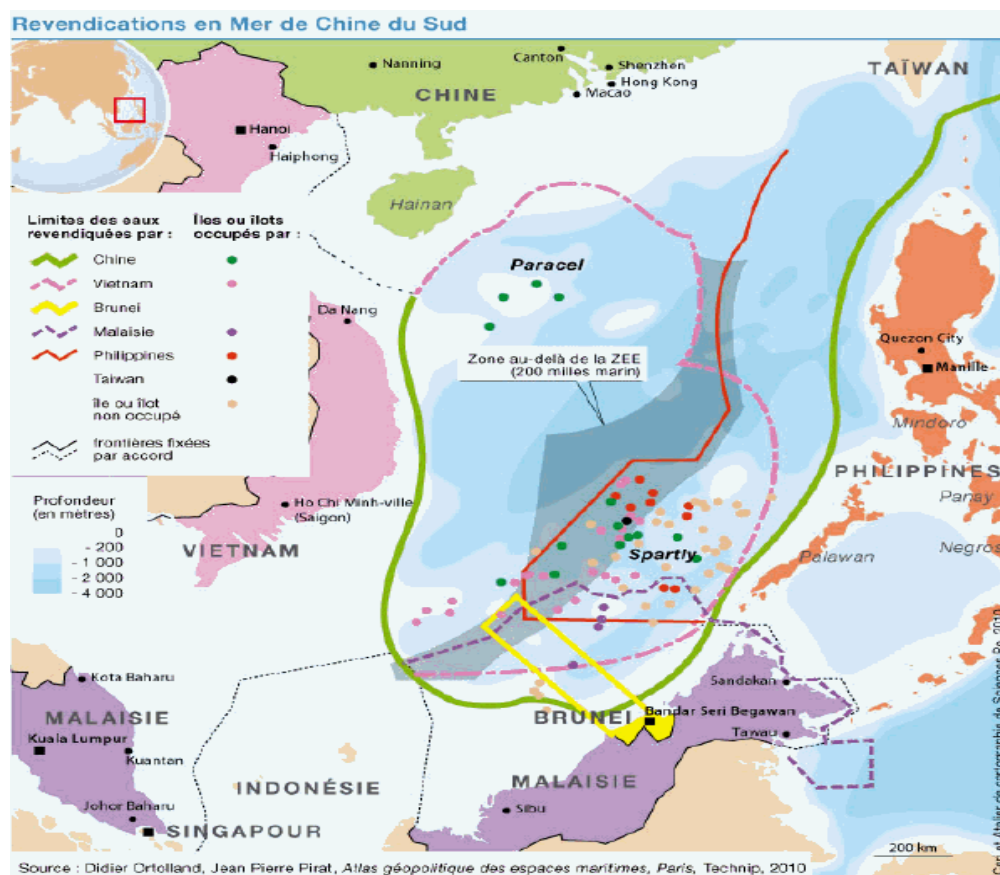
---

<sup>4</sup> Daniel SCHAEFFER : Prétentions chinoises en Mer de Chine du sud et routes commerciales européennes : 20 septembre 2014

aéronavales et installation de deux batteries de huit lanceurs de missiles sol-air et d'un système radar.<sup>5</sup>

S'y ajoute une rivalité stratégique entre la Chine et les Etats-Unis, entraînant avec elle ses alliés situés hors champ, Australie notamment. En effet, pour contrer les ambitions grandissantes de la Chine dans le Pacifique, les Etats-Unis, qui possèdent déjà des bases au Japon et en Corée du Sud, ont renforcé leur présence militaire en Australie. Washington a déployé 250 marines dans le nord du pays à partir de la mi-2012, un effectif qui a terme sera porté à 2 500. Avec les rotations de bâtiments de l'US Navy c'est de facto une nouvelle base qui s'installe dans ce port. Au cours de ces derniers mois, les États-Unis ont envoyé en mer de Chine méridionale des avions (P-8 Poseidon et B-52) ainsi que des destroyers patrouiller à moins de 12 milles de ces récifs artificiels occupés par la Chine. Et cela, en restant dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, laquelle ne s'applique que pour les îles naturelles.

## 2. Un contentieux de dimension régionale



<sup>5</sup> Journal Ouest France et Le Figaro en date du 18/02/2016.

C'est donc à des défis majeurs que les pays de la zone doivent faire face : chevauchements de revendications territoriales impliquant plusieurs pays voisins, membres de l'ASEAN, une Association au sein de laquelle l'Indonésie joue un rôle premier plan, d'abord comme fondateur de cette Association, puis du fait de sa position géographique et de sa démographie. Les déclarations unilatérales de la Chine sur la région des Paracels et des Spratleys ont réveillé des revendications de pays membres de l'ASEAN (Vietnam, Philippines, Malaisie, Indonésie, Brunei) sur ce territoire maritime.

Pour se défendre, chaque pays base ses revendications sur des considérations historiques. Pour ce qui est de la Chine, elle estime que les îles Spratleys et les îles Paracels relèvent du territoire chinois depuis près de deux millénaires, et avance comme preuves d'anciens manuscrits évoquant ces archipels comme chinois, ainsi que des poteries et des monnaies retrouvées sur les îles. La Chine estime par exemple que les Philippines ont annexé 410 000 km<sup>2</sup> de son domaine maritime traditionnel, tirant parti du retrait chinois de la scène internationale du fait de son extrême dénuement.

Un certain nombre d'experts remettent en cause ces revendications, car des trouvailles de monnaies de la dynastie Han ne sont pas des arguments convaincants pour des revendications contemporaines. Ce sont plus des indices de relations commerciales entre la Chine et l'Asie du Sud-Est que des traces d'établissement chinois. En ce qui concerne les textes évoqués par la Chine, aucun ne mentionne explicitement un contrôle effectif de la Chine sur ces îles, ni le passage de représentants de la Chine. Le simple passage occasionnel de navires ne suffirait pas à justifier des revendications.

Dans une interview au journal japonais Yomiuri Shimbun<sup>6</sup>, le Président de la République indonésienne Joko Widodo ose parler haut et fort des revendications chinoises sur la mer de Chine du Sud. Il demande à la Chine de faire preuve de prudence dans la cartographie de ses frontières maritimes. L'intervention du Président indonésien n'est pas sans raison dans la mesure où l'Indonésie fait partie des pays concernés par une action unilatérale de la Chine dans l'établissement des *neuf traits*. En effet, une partie des îles de l'archipel Natuna a été incorporée dans cette *langue de bœuf*. De ce fait, la Chine va à l'encontre des droits souverains de l'Indonésie sur cet archipel et s'arroge ainsi un droit sur la zone économique exclusive de celle-ci.

---

<sup>6</sup> Journal japonais Yomiuri Shimbun 23/3/2015.

« La ligne en neuf traits qui a été revendiqués par la partie chinoise et par laquelle elle signifie sa frontière maritime ne repose sur aucune base juridique internationale », a déclaré le Président indonésien. Les mesures unilatérales de la Chine inquiètent l'Indonésie.

L'archipel des Natuna est un groupe d'environ 272 îles et îlots, dont l'île de Natuna est la plus grande avec 1 992,79 km<sup>2</sup> (plus de 2 fois la taille de Singapour). L'île est stratégiquement placée, au milieu de la mer de Chine méridionale, entre la Malaisie péninsulaire et l'île de Bornéo. À l'est, elle est à 777 km (419 mn) de la base navale / base aérienne de Labuan, à l'Ouest, à 575 km (311mn) et 687 km (371mn) de la base de Kuantan et de la base aérienne de Gong Kedak base aérienne (Su-30) respectivement. Au Sud-Ouest, elle est à 565 km (305mn) de Singapour et au Nord-est, à 655 km (353 mn) des îles Spratly contestées. Sa population est de l'ordre de 100 000 habitants.

## CHAPITRE 2

### L'Indonésie et la résolution de ces contentieux

L'Indonésie a besoin de maintenir la souveraineté de son territoire à l'abri de toute menace potentielle. La situation se complique lorsque les intérêts des États-Unis entrent en jeu. L'intérêt accru de ces derniers pour la mer de Chine du Sud a amené la Chine à développer de plus en plus massivement son influence dans la région. Les archipels ont une grande importance stratégique pour les sous-marins, la topographie sous-marine des environs des archipels offrant un véritable labyrinthe au sein duquel il est très facile pour un sous-marin d'échapper à toute détection (Denécé, 2000). L'importance des campagnes de cartographie bathymétrique menées dans la zone apparaît de ce fait sous un jour nouveau, notamment l'incident impliquant le navire de recherches américain *Impeccable*. Il est avéré que Beijing entend déployer dans la région une force nucléaire sous-marine crédible, notamment à partir de la base sous-marine de Sanya, dans l'île de Hainan. Il s'agit apparemment de tenter de « fermer » la Mer de Chine Méridionale, au même titre que Moscou a fermé la Mer d'Okhotsk, pour en faire une base arrière sûre pour les sous-marins nucléaires chinois. La situation est pourtant loin d'être similaire, puisque la Mer de Chine Méridionale est une voie maritime internationale et que la mise en application d'une telle stratégie semble illusoire voire dangereuse en temps de paix (Kotani, 2009). La réouverture du port vietnamien de Cam Ranh, base navale employée par la marine américaine à l'époque du Sud-Vietnam puis par les Soviétiques après 1987 est à ce titre très significative. Les autorités de Hanoi ont en effet décidé d'ouvrir ce port aux navires militaires occidentaux, notamment australiens, manœuvre considérée par plusieurs comme excellente, puisqu'elle facilite la présence dans le secteur de navires de guerre hostiles aux Chinois, contrecarrant la progression de ces derniers, une tendance amorcée depuis 1992 du fait du retrait des Américains de leurs bases dans les Philippines (Tonneson, 2003).

De leur côté, les États-Unis ont renforcé leur influence dans la région Asie-Pacifique en augmentant les opérations militaires dans l'ouest et le nord du continent australien et ont fait de Darwin leur base militaire principale.

## 1. Au niveau bilatéral

Le 12 novembre 2015, par la voix du directeur des partenariats de dialogue et de l'Interzone au ministère indonésien des Affaires étrangères<sup>7</sup>, Derry Aman, l'Indonésie a réaffirmé sa position de médiateur entre les pays en conflit ou en litige sur la mer de Chine du Sud, et dit qu'elle encouragerait la réalisation du Code de conduite (CoC) entre l'ASEAN et la Chine sur la région. Le CoC entre dans le cadre du maintien de la stabilité, de la sécurité, de la paix afin que cette région reste stable soit sécurisée et que les flux commerciaux soient assurés. Le règlement des différends est entre les mains des pays concernés. « L'Indonésie encourage à résoudre pacifiquement les différends entre pays liés au conflit », a-t-il déclaré. La position de l'Indonésie est de travailler au maintien de la stabilité et de la paix dans la région : mettre pleinement en œuvre le CoC. La réalisation de celui-ci est maintenant entrée dans la phase de négociation. L'Indonésie affirme, avec fermeté, que le moment est venu pour discuter des éléments contenus dans le CoC.

Le Directeur général de coopération de l'ASEAN, I Gusti Agung Wesaka Puja, a déclaré que l'Indonésie avait un rôle majeur dans l'établissement de la paix et de la stabilité dans la mer de Chine du Sud : « Le rôle de l'Indonésie est de continuer à maintenir la dynamique de la réalisation de la stabilité dans la mer de Chine méridionale ».<sup>8</sup>

L'Indonésie, a dit Puja, tente, depuis la signature de la Déclaration de conduite (DoC) en 2002, de multiplier les efforts pour la paix et la stabilité dans la mer de Chine du Sud. En 2011, elle a mis en place les lignes directrices du DoC. « C'est grâce aux efforts de l'Indonésie que le processus pour préserver la paix peut être maintenu et qu'une réclamation est formée pour que le processus CoC fonctionne » a-t-il ajouté. Il a expliqué que le CoC devait gouverner le comportement des Etats dans la région de la mer de Chine du Sud, autrement dit, communiquer les uns avec les autres avant qu'un incident ne dégénère en conflit.

## 2. Au niveau de l'ASEAN

Tous les ingrédients semblent donc réunis pour une montée des tensions. Dans ce cadre, que peut faire l'ASEAN ? Rappelons que son fonctionnement repose sur la non interférence dans les affaires d'un État membre ou d'un pays tiers, au motif justement du

---

<sup>7</sup> Victor Maulana : *RI Akan Tegaskan Posisi di Konflik Laut China Selatan* [RI Would Affirme Position dans le conflit mer de Chine méridionale]: 12 février 2016

<sup>8</sup> Tempo.co : *Begini Posisi Indonesia dalam Sengketa Laut Cina Selatan* [Regardez la position de l'Indonésie dans le différend mer de Chine méridionale]: vendredi 30 octobre 2015

respect incontournable de la souveraineté nationale. Il serait donc illusoire d'attendre de sa part une quelconque initiative.

L'organisation est-elle pour autant inactive ? Loin de là. Si elle n'est guère en mesure d'articuler un programme concret pour régler la question de la souveraineté sur les îles de la mer de Chine méridionale, l'ASEAN soutient, notamment par sa déclaration de 2002<sup>9</sup>, une résolution pacifique des conflits en mer de Chine du Sud. En 2012, à Phnom Penh, l'organisation asiatique a réitéré son souhait d'un règlement pacifique. Pour de nombreux observateurs, toutes ces déclarations sont importantes dans la mesure où elles imposent l'ASEAN dans le jeu. Mieux, elles invitent Pékin à accepter à la fois les procédures de l'organisation asiatique et la modération comme mode de règlement des conflits.

De surcroît, plusieurs tentatives ont été menées depuis 2002 pour créer des forums de règlement des conflits : entre 2005 et 2008, un accord tripartite a été signé par la Chine, les Philippines et le Vietnam pour réagir à une catastrophe naturelle. S'il n'a pas débouché sur un accord de long terme comme le prévoyait le programme de résolution des conflits en mer de Chine méridionale proposé en 2011 par Manille et Kuala Lumpur, Pékin a tout de même été au premier rang des pays qui ont aidé les Philippines lors de la tempête qui a touché l'archipel en 2013.

Les déclarations purement formelles qui font appel à la bonne volonté sont nombreuses dans les rangs de l'organisation du Sud-Est asiatique. Elles sont de nature à conforter la position des différents acteurs impliqués dans les conflits en mer de Chine du Sud : les États membres, d'abord, qui utilisent le principe de non interférence de l'ASEAN ; la Chine ensuite, qui quant à elle ne craint rien moins que l'établissement de relations multilatérales et partage avec l'ASEAN les principes fondateurs de non interférence et du primat des relations informelles. Mieux, ces déclarations purement formelles maintiennent à distance le conflit entre les deux grandes puissances – Chine et Etats-Unis - qui de leur côté, veillent à ne pas envenimer la situation pour ne pas transformer une nouvelle fois l'Asie du Sud-Est en champ de bataille de leurs propres intérêts.

---

<sup>9</sup> Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea, 8th ASEAN Summit, Phnom Penh, Cambodia, November 4, 2002.

## CHAPITRE 3

### Conséquences pour les Forces Armées

Le chef des Armées indonésiennes (Panglima TNI), le Général Gatot Nurmantyo, qui a pris ses fonctions en 2015, a, dans une de ses interventions, fait part de l'existence de plusieurs menaces pesant sur le développement dans la région. Il a mentionné, entre autres les relations avec les voisins du nord (Malaisie et Singapour), du Sud (Australie) et bien sûr les tensions en Mer de Chine méridionale, et les pressions sur l'archipel Natuna.

#### 1. Adaptation de la posture de défense

Pour renforcer ses prétentions sur la mer de Chine du Sud, la Chine a mis en place de grandes bases militaires dans les îles Spratleys. Malgré les protestations des pays riverains, la Chine n'a pas changé pas d'orientation et déploie des navires de guerre pour sécuriser la région.

L'armée indonésienne a commencé à prendre en compte le risque de conflit dans la mer de Chine méridionale, en particulier dans le secteur de Natuna où plus de vingt mille militaires des trois armes et sept navires de guerre ont été déployés pour surveiller la zone où se trouvent les plus grandes réserves de gaz en Asie découvertes depuis 1996.

Le chef d'état-major de la Marine (Kasal), l'amiral Ade Supandi a déclaré<sup>10</sup> : « C'est une opération de routine. Des patrouilles sont menées quotidiennement pour assurer la sécurité de nos frontières, celles de la ZEE, et pour des activités en lien avec le droit maritime, que ce soit dans la mer de Natuna, de Sulawesi, ou de l'Océan Indien. Il peut être aussi mené des coordinations de patrouilles avec les pays voisins »<sup>11</sup>.

L'armée de l'air est aussi impliquée pour anticiper toutes les possibilités : l'escadron de la base aérienne Roesmin Nurjadin à Pekanbaru (Riau, Sumatra) a intensifié les patrouilles dans la région. « La situation dans la mer de Chine méridionale connaît un regain d'activités, et l'Indonésie se doit donc de conforter sa présence en menant des opérations comme celle de

---

<sup>10</sup> Beritadunia.net : *Garangnya TNI hadapi agresi China di Laut China Selatan* [Visage TNI féroce agression chinoise en mer de Chine méridionale]: 11 novembre 2015.

<sup>11</sup> Doctrine de la marine indonésienne.

Baruna Nusantara », a déclaré le commandant de cette base aérienne, le général d'aviation Henri Alfiandi<sup>12</sup>. En 2016, cette base aérienne va encore accroître l'intensité de ses patrouilles frontalières, lesquelles seront effectuées par des avions Hawk et F-16. La marine a elle aussi déployé un certain nombre de navires aux alentours de Natuna pour faire face aux violations de frontière.

Le chef du Bureau d'information de la Marine (*Kadispenal*), le contre-amiral M. Zainuddin, a affirmé qu'il n'y avait pas de mesures de sécurité excessives dans la région de Natuna. Jusqu'au jour d'aujourd'hui, les navires de guerre indonésiens basés à proximité n'effectuent que des patrouilles de routine. Selon les rapports des patrouilles maritimes menées, aucun signe de tentatives d'intrusion en territoire indonésien n'a, pour le moment, été relevée.<sup>13</sup>

## 2. Adaptation de l'outil de défense

Le projet indonésien de renforcement des forces chargées de protéger les îles Natuna prévoit la reconstruction d'une piste d'atterrissage et d'un nouveau port militaire ;, le déploiement de commandos marins, d'unités aériennes, d'un bataillon d'armée terrestre, de trois frégates, d'un nouveau radar et de drones, selon le ministre indonésien de la Défense<sup>14</sup>.

Pour ce faire, la Force aérienne indonésienne, appelée *Tentara Nasional Indonesia Angkatan Udara* (TNI-AU) a annoncé qu'elle mettrait en place des installations pour accueillir ses Su-27/30 sur l'aéroport de Ranai, sur l'île de Natuna. Ces avions de combats voisineront avec quatre hélicoptères Apaches AH-64F.

L'aéroport, qui a des installations limitées, a été l'objet de mises à niveau importantes telles que l'installation de radar pour permettre des opérations de nuit. L'aéroport de Ranai est desservi par plusieurs compagnies aériennes commerciales, en provenance de Pontianak et de Batam, Pekan Baru et Pontianak. La piste asphaltée de 2 563 mètres permet le décollage et l'atterrissage des Su-30, mais il est prévu de l'étendre à environ 3 000 mètres. Le développement de l'aéroport de Ranai Natuna et celui de l'île voisine de Matak en une base militaire est une démarche stratégique des planificateurs de la défense indonésienne face à l'intérêt croissant de la Chine pour la mer de Chine méridionale, partagé par les autres parties

---

<sup>12</sup> Beritadunia.net : Garangnya TNI hadapi agresi China di Laut China Selatan [Visage TNI féroce agression chinoise en mer de Chine méridionale]: 11 novembre 2015.

<sup>13</sup> *idem*

<sup>14</sup> *Kebijakan Pertahanan Negara* [La politique de défense État] *Tahun 2014*, Purnomo Yusgiantoro

prenantes telles que la Malaisie et le Vietnam. L'emplacement de la future base aérienne de Natuna fera d'elle la base la plus septentrionale permettant ainsi de déployer rapidement une force de combat en mer de Chine méridionale lorsque cela est nécessaire.

Les revendications de la Chine sur les îles et îlots de mer de Chine du Sud comme les Spratleys et les Paracels peuvent se transformer en conflit ouvert avec les Philippines et le Vietnam. Aussi la mise en place d'une base militaire à Natuna permettra à l'Indonésie d'être prête à défendre ses intérêts économiques dans le périmètre des îles lui appartenant. Tous ces développements sont aussi en conjonction avec le concept de la Force essentielle Minimum (Minimum Essential Force)<sup>15</sup>, alors que l'Indonésie a récemment musclé sa défense, notamment avec l'achat de chars Leopard, de T-50 aigle jets et d'Apaches AH-64F.

Actuellement, les Su-27/30 s de TNI-AU sont basés sur l'aéroport Hasanuddin (Sulawesi-Sud), et les Hawks Mk 109/209 sur la base aérienne Supadio à Pontianak (Kalimantan Ouest), sur l'île de Bornéo. La mise en œuvre des Su-27/30 à Natuna permettra à TNI-AU d'avoir une commande opérationnelle de la Force aérienne plus intensive et de protéger les importants intérêts économiques de l'Indonésie dans la mer de Chine méridionale.

Les eaux au nord de Natuna détiennent les plus grandes réserves de gaz d'Asie du sud-est et comptent pour environ la moitié de production de gaz de l'Indonésie. Ce gaz est livré à presque tous ses voisins, notamment à Singapour, à la Malaisie et à la Thaïlande. Toute interruption de ces champs aurait des implications sérieuses sur l'industrie du gaz offshore et sur les centrales électriques approvisionnées par ce gaz, et entraînerait par conséquent une grave crise énergétique dans certains pays.

Avec la Base navale de Matak, Natuna est un avant-poste de garde pour l'Ouest de l'Indonésie, susceptible de repousser des ennemis potentiels qui auraient l'intention d'entrer plus profondément dans les eaux du détroit de Singapour et dans le détroit de Malacca et qui, par conséquent, bloqueraient les acheminements vers l'Extrême-Orient. Et si les tensions devaient dégénérer en confrontation, ce sont tous les approvisionnements vers et depuis la péninsule Malaise et Bornéo qui seraient concernés en premier lieu.

---

<sup>15</sup> *Peraturan Menteri Pertahanan RI No 19 Tahun 2012 tentang Kebijakan Penyelarasan Minimum Essential Force Komponen Utama*, [Règlement du ministre de la Défense n ° 19 de 2012 sur l'harmonisation des politiques Minimum Essential Force composantes principales] 25 Juin 2012, Jakarta [traduction ? compléter références de la source]

L'installation de radars devient cruciale non seulement pour alerter l'Indonésie, mais aussi pour remplir le vide en ce domaine en mer de Chine méridionale, comme l'a démontré la disparition du vol MH370. Avec l'acquisition récente de nouveaux radars, l'Indonésie est prête à combler cette lacune.

## CONCLUSION

Les Chinois, en plusieurs endroits, procèdent à une interprétation abusive du droit de la mer pour faire valoir potentiellement une souveraineté non fondée sur la mer de Chine du Sud, au détriment des autres Etats riverains. Si ces Etats sont en premier chef concernés par les conséquences des méthodes que la Chine utilise progressivement pour faire valoir des droits qui ne sont pas encore reconnus comme fondés, la communauté internationale peut à tout instant en subir les contre coups, parce qu'il existe une menace à la liberté de la navigation tant maritime qu'aérienne, tant civile que militaire.

Par conséquent les compagnies maritimes et aériennes européennes sont elles aussi concernées et leurs états d'appartenance ne peuvent accepter de se contenter de belles promesses chinoises quant à une quelconque garantie pérenne de la liberté de la navigation en mer de Chine du Sud, tant que la Chine persistera à vouloir faire de cette mer une mer chinoise. La mer de Chine du Sud est une mer internationale et il ne peut en être autrement.

Il est indéniable que derrière les prétentions chinoises se cache un souci de sécurité nationale avant même de quelconques appétits économiques liés à l'exploitation des richesses de la mer. Il ne peut en aucun cas être reconnu à la Chine de s'emparer d'une mer internationale pour construire une partie de sa stratégie de défense.

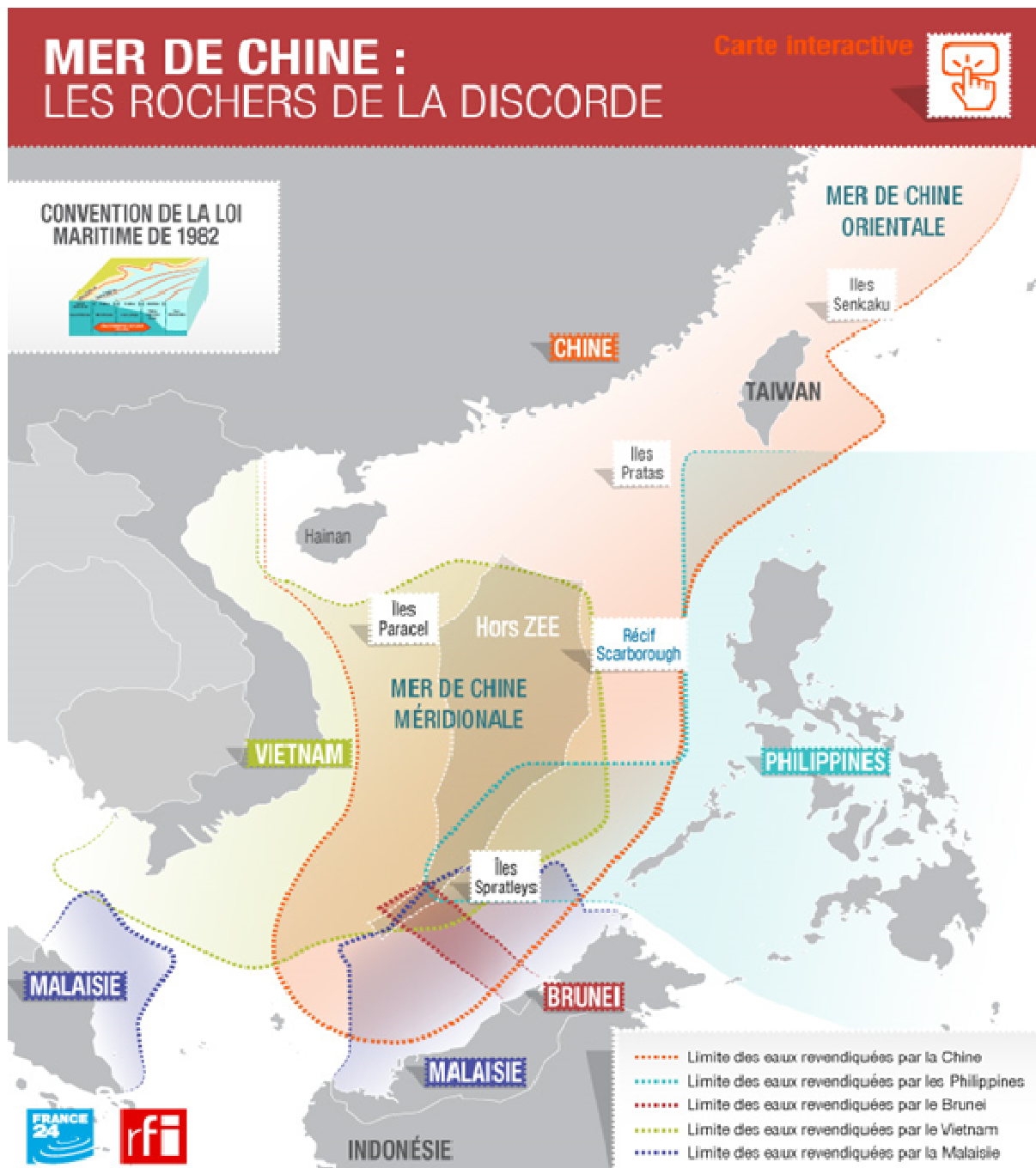
Le projet indonésien de renforcement des forces chargées de protéger les îles Natuna prévoit en outre la reconstruction d'une piste d'atterrissage et d'un nouveau port militaire, le déploiement de commandos marins, d'unités aériennes, d'un bataillon d'armée terrestre, de trois frégates, d'un nouveau radar et de drones<sup>16</sup>. Jakarta a pris cette décision suite à un incident qui a eu lieu en mars dernier et qui avait impliqué un navire indonésien et les garde-côtes chinois. L'incident a démontré que l'Indonésie, qui n'a de litiges territoriaux avec aucun pays, peut être entraînée dans un conflit à tout moment. L'Indonésie envisage de renforcer sa puissance militaire dans la région pour en chasser les "voleurs" de territoire. Le déploiement de chasseurs montre la préoccupation de Jakarta face aux litiges territoriaux en mer de Chine méridionale.

---

<sup>16</sup> <https://fr.sputniknews.com/international/201604011023864841-indonesie-mer-de-chine-meridionale-chasseurs/>

## Annexe 1

### Carte de la mer de Chine méridionale



## Annexe 2

### Acronymes

ASEAN / ANASE	: L' Association des nations de l'Asie du Sud-Est
CNUDM	: Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer
CoC	: Code de conduite
DoC	: Déclaration de conduite
Kasal	: Le chef d'état-major de la Marine
Kadispenal	: Le chef du Bureau d'information de la Marine
MEF	: Minimum Essential Force
Panglima TNI	: Le chef des Armées indonésiennes
TNI	: L'Armée d'Indonésienne
TNI AU	: L'Armée de l' Air Indonésienne
ZEE	: Zone Economique Exclusive

## Annexe 3

### Bibliographie

Pierre JOURNOUD : « Avis de conflit en mer de Chine méridionale »[1] ? : Sous-dossier de la *Lettre de l'IRSEM*, mars 2013

Thibault LEROY : « Les pêcheurs en mer de Chine méridionale, en première ligne dans les conflits de souveraineté » : doctorant à l'Université Paris I et chargé de recherches au CESM, 09/04/2013

Laurent GARNIER Enseigne de Vaisseau 2<sup>e</sup> classe, cesm.etudes@marine.defense.gouv.fr.

Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea, 8th ASEAN Summit, Phnom Penh, Cambodia, November 4, 2002.

Daniel SCHAEFFER : Prétentions chinoises en Mer de Chine du sud et routes commerciales européennes : 20 septembre 2014

Victor MAULANA : RI Akan Tegaskan Posisi di Konflik Laut China Selatan : vendredi 12 février 2016

### **Documents officiels**

MINDEF. Doctrine de la stratégie de défense (*Doctrin Strategi Pertahanan.*) Jakarta. 2009.

Peraturan Menteri Pertahanan RI No 19 Tahun 2012 tentang Kebijakan Penyelarasan Minimum Essential Force Komponen Utama, 25 Juin 2012, Jakarta

Kebijakan Pertahanan Negara Tahun 2014, Purnomo Yusgiantoro

Doctrine L'armée de la marine indonésienne

## **Autres sources**

### **Indonésiennes**

E. Estu PRABOWO : *Kebijakan Dan Strategi Pertahanan Indonesia (Studi Kasus Konflik Di Laut Cina Selatan)* : décembre 2013

Beritadunia.net : *Garangnya TNI hadapi agresi China di Laut China Selatan* : 11 novembre 2015.

Kompas.com : *Beijing Pakai Nelayan Jadi Mata-mata di Laut China Selatan* : mardi 3 mai 2016.

Tempo.co : *Begini Posisi Indonesia dalam Sengketa Laut Cina Selatan* : vendredi 30 octobre 2015

### **Françaises**

Bruno HELLENDORFF & Manuel SCHMITZ : *L'INDONÉSIE Une puissance régionale aux ambitions mondiales* : 7 mai 2014

Bruno HELLENDORFF : *L'industrie De Défense Indonésienne La clef de la Puissance ?* : 12 janvier 2015

Bruno HELLENDORFF : *Enjeux D'une Présidence Jokowi ; Réformes et relations civilo-militaires en Indonésie* : 31 octobre 2014

Bruno HELLENDORFF : *Dépenses et transferts militaires en Asie du Sud-Est Une modernisation qui pose question* : 12 juin 2013

Journal Ouest France et Le Figaro en date du 18/02/2016.

## **Japonaises**

Journal japonais Yomiuri Shimbun 23/3/2015.